



**Rapport Financier Semestriel de
VERGNET SA au 30 juin 2025**

**ARRETES PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION
(comptes non audités)**

BILAN

En EUR	BRUT	Amort.	30/06/2025 Net	31/12/2024 Net
Immobilisations incorporelles	10 239 175	10 059 954	179 221	288 634
Immobilisations corporelles	7 222 218	7 153 264	68 954	89 807
Participations & créances rattachées	4 579 755	3 824 241	755 515	747 555
Autres immobilisations financières	321 421	7 500	313 921	315 524
ACTIF IMMOBILISE	22 362 569	21 044 959	1 317 610	1 441 521
Matières premières et approvisionnements	2 629 237	754 344	1 874 893	1 793 654
Stocks d'en cours de production de biens	-	-	-	-
Stocks d'en cours de production de services	-	-	-	-
Stocks de produits intermédiaires et finis	720 949	99 924	621 024	686 658
Stocks	3 350 186	854 269	2 495 917	2 480 312
Avances et acomptes versés sur commandes	1 268 962	-	1 268 962	660 327
Créances clients et comptes rattachés	4 203 047	-	4 203 047	3 244 005
Autres créances	2 841 300	984 072	1 857 228	1 359 738
Créances	8 313 309	984 072	7 329 238	5 264 070
Disponibilités	133 245	-	133 245	154 373
Charges constatées d'avance	235 891	-	235 891	299 173
ACTIF CIRCULANT	12 032 632	1 838 340	10 194 292	8 197 928
Frais d'émission d'emprun à étaler	-	-	-	-
Primes de remboursement des obligations	-	-	-	-
Ecart conversion actif	498 319	-	498 319	424 655
TOTAL ACTIF	34 893 520	22 883 299	12 010 221	10 064 103
Capital	2 323 995	-	2 323 995	103 453
Prime d'émission	21 922 309	-	21 922 309	21 512 066
Réserve légale	-	-	-	-
Réserves réglementées	-	-	-	-
Autres réserves	-	-	-	-
Report à nouveau	(44 923 013)	-	(44 923 013)	(28 861 698)
Résultat de l'exercice	(2 764 953)	-	(2 764 953)	(16 061 316)
Situation nette	(23 441 663)	-	(23 441 663)	(23 307 494)
Provisions réglementées	-	-	-	-
CAPITAUX PROPRES	(23 441 663)	-	(23 441 663)	(23 307 494)
AUTRES FONDS PROPRES	-	-	-	-
PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES	3 339 721	-	3 339 721	5 167 933
Emprunts obligataires convertibles	1 271 798	-	1 271 798	3 305 680
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	562 914	-	562 914	717 775
Emprunts et dettes financières divers	6 001 609	-	6 001 609	3 110 300
Dettes financières	7 836 321	-	7 836 321	7 133 755
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	1 581 358	-	1 581 358	1 520 500
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10 818 775	-	10 818 775	10 588 466
Dettes fiscales et sociales	4 556 488	-	4 556 488	4 206 043
Dettes s/immobilisations et autres dettes	1 248 159	-	1 248 159	444 257
Dettes diverses	16 623 422	-	16 623 422	15 238 766
Produits constatés d'avance	5 817 990	-	5 817 990	4 053 599
DETTES	31 859 092	-	31 859 092	27 946 620
Ecart de conversion passif	253 071	-	253 071	257 045
TOTAL PASSIF	12 010 221	-	12 010 221	10 064 103

COMPTE DE RESULTAT

En EUR	juin-25	2024
Production vendue de biens	1 074 997	(155 135)
Production vendue de services	252 737	3 976 351
CHIFFRE D'AFFAIRES	1 327 734	3 821 216
Production stockée	(39 123)	78 695
Production immobilisée	-	72 562
Subvention d'exploitation	-	1 000
Reprises amortissements & provisions, transfert de charges	1 768 874	1 312 839
Autres produits	151	1 089 795
PRODUITS D'EXPLOITATION	3 057 636	6 376 106
Achats de marchandises	324	(1 573)
Achats de matières premières & autres approvisionnements	574 064	2 289 118
Variation de stocks	(64 606)	(1 099 688)
Autres achats & charges externes	1 938 481	8 010 593
Impôts taxes et versements assimilés	42 802	101 000
Salaires et traitements bruts	1 136 415	2 525 333
Charges sociales	544 541	1 122 198
Dotations amortissements & provisions	254 182	4 177 294
Autres charges d'exploitation	685	391 429
CHARGES D'EXPLOITATION	4 426 888	17 515 704
RESULTAT D'EXPLOITATION	(1 369 252)	(11 139 598)
Produits financiers	1 249 118	736 265
Charges financières	2 004 041	2 245 840
RESULTAT FINANCIER	(754 923)	(1 509 575)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	(2 124 175)	(12 649 173)
Produits exceptionnels	194 141	4 090 019
Charges exceptionnelles	834 920	7 767 818
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(640 778)	(3 677 799)
Impôts sur les bénéfices (produit)	-	(265 657)
BENEFICE OU PERTE	(2 764 953)	(16 061 316)

ANNEXE AUX ETATS FINANCIERS	4
I. FAITS CARACTERISTIQUES	5
II. PRINCIPES COMPTABLES	7
III. METHODES D'EVALUATION	14
IV. NOTES SUR LES POSTES DU BILAN	18
V. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT	28
VI. ENGAGEMENTS HORS BILAN	31
VII. AUTRES INFORMATIONS	32

Le situation de la société VERGNET (la Société) clos le 30 juin 2025 présenté s'élève à 12.010.221 EUR avant répartition du résultat net.

Le compte de résultat de l'exercice, couvrant une période de 12 mois, fait apparaître les caractéristiques suivantes :

- chiffre d'affaires net	1.327.734 EUR
- produits d'exploitation HT	3.057.636 EUR
- résultat d'exploitation	(1.369.252) EUR
- résultat comptable	(2.764.953) EUR

I. FAITS CARACTERISTIQUES

A. EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

VERGNET a annoncé en décembre 2024 la fin de son contrat de financement par OCABSA en accord avec ATLAS CAPITAL MARKETS, qui a soutenu la société dans cette période de transition et de transformation.

Cependant, comme convenu avec le partenaire financier, les obligations convertibles souscrites mais non encore converties à l'arrêt du contrat, ont pu être converties et réalisées sur le marché financier jusqu'en mars 2025, marquant la fin effective du financement de la Société avec cet acteur par ce biais.

Création d'une nouvelle activité courant fort/courant faible (France métropole), hébergée dans la filiale PHOTALIA dès avril 2025. Sur la base des prévisions commerciales prometteuses communiquées à la mi-2025, nous visons à construire à travers cette nouvelle activité une base solide sur le territoire français, complémentaire au photovoltaïque.

Une telle activité relevant du secteur du Bâtiment, les statuts de la filiale ont été adaptés en ce sens.

En février 2025, FRANCE ECONOMIE REELLE (bénéficiaire créancier) a informé VERGNET SA (constituant) de sa notification auprès de DELTA ALTERNATIVE MANAGEMENT (fiduciaire) de faits qu'elle considère comme événements déclencheurs entraînant le processus d'attribution. Malgré une réponse de la direction de VERGNET SA en avril 2025, la société reste dans l'attente d'une réponse des parties sur ce sujet.

La notification de ces événements déclencheurs entraînent une perte de contrôle juridique de la fiducie constituée fin 2023 sur les filiales du groupe dans la zone indopacifique (VERGNET PACIFIC & VERGNET WALLIS ET FUTUNA principalement).

En mars 2025, le groupe annonce la fin des conversions d'obligations convertibles en actions (OCA), au financement obligataire mis en place en date du 16 Février 2024 au profit d'ATLAS CAPITAL MARKETS pour un montant de 7,2 millions d'euros.

Ce financement a permis au Groupe VERGNET de soutenir sa restructuration, d'accélérer le retournement commercial, au travers du solaire France et de grands projets internationaux.

En avril 2025, Vergnet SA annonce la signature d'un contrat majeur avec la société MAZAL INTERNATIONAL B.V. portant sur la fourniture de 8 éoliennes destinées à un projet privé en Ukraine.

MAZAL INTERNATIONAL B.V., société néerlandaise reconnue pour son expertise dans la gestion de projets industriels complexes, dans le secteur minier et celui des énergies, pilotera localement la mise en œuvre de ce projet ambitieux. Ces équipements contribueront significativement à la production d'électricité propre et durable, répondant ainsi aux besoins énergétiques des industries locales et des populations civiles de la région.

En mai 2025, le Tribunal des activités économiques de Paris a pris une décision en faveur du groupe VERGNET et de la BGFI BANQUE, en rejetant l'intégralité des demandes formulées par la NIGELEC, dont le paiement de garanties, pour un montant de 6 millions d'euros.

Aux termes de sa décision, le Tribunal a précisément relevé que l'appel en garantie formé par la NIGELEC était manifestement abusif compte tenu de la situation politique au Niger et l'absence d'éléments probatoires justifiant

les manquements contractuels allégués à l'encontre de VERGNET. Le Tribunal a donc retenu qu'il n'y avait pas lieu à référé.

Cette décision est importante dans ce contentieux complexe initié par le client NIGELEC, à la suite de la résiliation du marché pour la construction d'une centrale hybride solaire à AGADEZ (Niger), consécutivement au coup d'état militaire du 26 juillet 2023, cause de force majeure qui a contraint le groupe Vergnet à résilier ce contrat.

B. ELEMENTS POSTERIEURS A LA SITUATION SEMESTRIELLE

VERGNET a annoncé en décembre 2024 la fin de son contrat de financement par OCABSA en accord avec ATLAS CAPITAL MARKETS, qui a soutenu la société dans cette période de transition et de transformation.

Cependant, comme convenu avec le partenaire financier, les obligations convertibles souscrites mais non encore converties à l'arrêt du contrat, ont pu être converties et réalisées sur le marché financier jusqu'en mars 2025, marquant la fin effective du financement de la Société avec cet acteur par ce biais. Depuis, la Société n'a pas souscrit à un autre financement dilutif de ce type.

Création d'une nouvelle activité courant fort/courant faible (France métropole), hébergée dans la filiale PHOTALIA dès avril 2025. Sur la base des prévisions commerciales prometteuses communiquées à la mi-2025, nous visons à construire à travers cette nouvelle activité une base solide sur le territoire français, complémentaire au photovoltaïque.

Une telle activité relevant du secteur du Bâtiment, les statuts de la filiale ont été adaptés en ce sens.

En février 2025, FRANCE ECONOMIE REELLE (bénéficiaire créancier) a informé VERGNET SA (constituant) de sa notification auprès de DELTA ALTERNATIVE MANAGEMENT (fiduciaire) de faits qu'elle considère comme événements déclencheurs entraînant le processus d'attribution. Malgré une réponse de la direction de VERGNET SA en avril 2025, la société reste dans l'attente d'une réponse des parties sur ce sujet.

La notification de ces événements déclencheurs entraînent une perte de contrôle juridique de la fiducie constituée fin 2023 sur les filiales du groupe dans la zone indopacifique (VERGNET PACIFIC & VERGNET WALLIS ET FUTUNA principalement).

En mars 2025, le groupe annonce la fin des conversions d'obligations convertibles en actions (OCA), au financement obligataire mis en place en date du 16 Février 2024 au profit d'ATLAS CAPITAL MARKETS pour un montant de 7,2 millions d'euros.

Ce financement a permis au Groupe VERGNET de soutenir sa restructuration, d'accélérer le retournement commercial, au travers du solaire France et de grands projets internationaux.

En avril 2025, Vergnet SA annonce la signature d'un contrat majeur avec la société MAZAL INTERNATIONAL B.V. portant sur la fourniture de 8 éoliennes destinées à un projet privé en Ukraine.

MAZAL INTERNATIONAL B.V., société néerlandaise reconnue pour son expertise dans la gestion de projets industriels complexes, dans le secteur minier et celui des énergies, pilotera localement la mise en œuvre de ce projet ambitieux. Ces équipements contribueront significativement à la production d'électricité propre et durable, répondant ainsi aux besoins énergétiques des industries locales et des populations civiles de la région.

En mai 2025, le Tribunal des activités économiques de Paris a pris une décision en faveur du groupe VERGNET et de la BGFI BANQUE, en rejetant l'intégralité des demandes formulées par la NIGELEC, dont le paiement de garanties, pour un montant de 6 millions d'euros.

Aux termes de sa décision, le Tribunal a précisément relevé que l'appel en garantie formé par la NIGELEC était manifestement abusif compte tenu de la situation politique au Niger et l'absence d'éléments probatoires justifiant les manquements contractuels allégués à l'encontre de VERGNET. Le Tribunal a donc retenu qu'il n'y avait pas lieu à référé.

Cette décision est importante dans ce contentieux complexe initié par le client NIGELEC, à la suite de la résiliation du marché pour la construction d'une centrale hybride solaire à AGADEZ (Niger), consécutivement au coup d'état militaire du 26 juillet 2023, cause de force majeure qui a contraint le groupe Vergnet à résilier ce contrat.

II. PRINCIPES COMPTABLES

A. REFERENTIEL

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes semestriels arrêtés au 30 juin 2025 ont été établis selon le règlement ANC 2014-03, approuvé par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 et publié au J.O. le 15 octobre 2014. Ce dernier a notamment été modifié par les règlements suivants :

- les règlements ANC n°2015-06 du 4 décembre 2015, n°2016-07 du 4 novembre 2016 et ANC n°2018-01 du 20 avril 2018 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les comptes semestriels ont été établis selon le principe de continuité d'exploitation. Cette hypothèse repose sur un plan d'affaires établi par la direction couvrant une période de 12 mois à compter de la date de clôture. Ce plan intègre notamment :

- Un financement dilutif obtenu, grâce à la signature le 20 octobre 2025 pour financer le besoin en fonds de roulement de ses projets actuels et futurs de 8,6 M€ avec ACM
- La poursuite du développement de l'activité Photovoltaïque en France métropolitaine avec la conclusion de contrats importants sur la fin de l'année 2025.
- La reprise du contrat Micronésie (centrale hybride)
- La finalisation du contrat Claybury
- La signature du contrat Mazal au 1^{er} semestre 2025 (pour la fourniture de 8 éoliennes sur l'année 2025)
- La croissance de l'activité O&M (sur VERGNET SA, VERGNET UK et VERGNET CARAÏBES)
- La création d'une activité courant fort (CFO) / courant faible (CFA) (sur PHOTALIA)
- D'autres hypothèses opérationnelles, dont certaines présentent un caractère incertain, bien que non déterminant pour la viabilité globale du plan.
- La direction estime que ces éléments permettent de justifier l'hypothèse de continuité d'exploitation à la date d'arrêté des comptes. Toutefois, la réalisation de certaines hypothèses demeure soumise à des aléas.
- Selon nos prévisions de trésorerie la continuité d'exploitation est maintenue.

B. RECOURS A DES ESTIMATIONS

La préparation des états financiers, en conformité avec les principes comptables français généralement admis, nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses pour la détermination de la valeur des actifs et des passifs, l'évaluation des aléas positifs et négatifs à la date de clôture, ainsi que des produits et des charges de l'exercice.

Les estimations significatives réalisées par la Société pour l'établissement des états financiers portent principalement sur l'évaluation des immobilisations et des provisions.

En raison des incertitudes inhérentes à tout processus d'évaluation, la Société révisé ses estimations sur la base d'informations régulièrement mises à jour. Il est possible que les résultats futurs des opérations concernées diffèrent de ces estimations.

C. CHIFFRE D'AFFAIRES DES CONTRATS INTEGRANT MATERIELS ET SERVICES

Les contrats de réalisation de Centrales neuves par Vergnet sont des contrats long terme, que l'on comptabilise à l'avancement des dépenses.

Depuis le 1^{er} décembre 2018, l'activité de VERGNET SA est organisée par Business Unit pour clairement identifier les trois types de métier présents chez Vergnet : Industrie (développement et production de produits), Opérations (réalisation de centrales éoliennes ou solaires neuves) et Maintenance (vente de pièces de rechange et de services).

En fonction des types de contrat VERGNET, le client peut faire appel de manière distincte à un, deux ou trois métiers de Vergnet, soit un, deux ou trois sous-projets par contrat. A l'intérieur de chaque projet, on établit ainsi clairement les budgets et le chiffre d'affaires pour chaque Business Unit.

La répartition des montants totaux des produits et des coûts imputables à chaque projet a été faite en puisant les informations dans la base de données INDUSTRIA et en suivant le découpage clairement établi dans les contrats pour chaque partie de bien ou de service.

D. PASSIFS EVENTUELS

Un passif éventuel est soit une obligation potentielle de l'entreprise à l'égard d'un tiers résultant d'événements dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance, ou non, d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entreprise, soit une obligation de l'entreprise à l'égard d'un tiers dont il n'est pas probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Dans le cadre de relations commerciales avec ses clients et fournisseurs ayant conduit à des contentieux, Vergnet a identifié les passifs éventuels suivants. Certains contentieux sont notamment relatifs à des créances contestées par Vergnet.

Pour chacun des dossiers ci-dessous, Vergnet a mandaté des cabinets d'avocats afin de trouver une issue positive.

Dossier GE Wind (premier dossier *General Electrics*)

GE fait valoir un montant d'environ 5,6 M€ au titre d'un retour à meilleure fortune dont les conditions pourraient ne jamais se réaliser.

Les plaidoiries auprès du Tribunal de Commerce d'Orléans ont eu lieu durant le premier trimestre 2019.

Le Juge Commissaire a renvoyé le dossier devant les Juges du fond.

Après une décision du Tribunal de Commerce d'Orléans du 23 septembre 2021, Vergnet SA a interjeté appel auprès de la Cour d'appel d'Orléans.

Alors que la procédure était pendante, le Tribunal de Commerce d'Orléans, sur requête de Vergnet SA, a autorisé, par ordonnance du 3 juin 2024, la société à compromettre et transiger par un protocole transactionnel d'un montant de 900 000 € TTC (750 000 € HT).

Ce protocole convenu entre les deux parties, n'a, à ce jour, pas été signé.

Une provision de ce montant avait déjà été constatée pour l'ensemble des dossiers GE.

Le 25 octobre 2024, GE a formé un pourvoi en cassation.

Le 4 mars 2025, la société VERGNET a été signifiée du mémoire ampliatif de GE sur la décision attaquée.

La procédure est actuellement pendante.

Après analyse de notre conseil, l'arrêt contesté par GE semble conforme aux règles de droit applicables et les moyens soulevés aux termes du mémoire en demande portent, pour l'essentiel, sur des aspects factuels, que ne juge pas la Cour de cassation.

Dossier COMELEX (second dossier *General Electric*)

Ce sous-traitant réclame à VERGNET des paiements de factures (contestées) pour un total d'environ 4.1 M€.

A l'issue d'une analyse poussée, il apparaît que ce sous-traitant aurait failli à ses obligations contractuelles donnant droit à VERGNET à solliciter des compensations financières qui pourraient aller au-delà des montants réclamés.

Dans ce cadre, VERGNET a lancé une procédure de saisie de documents par huissiers de justice au siège de COMELEX et des sociétés contractantes (General Electric) avec COMELEX.

Toutes les tentatives de COMELEX (obligeant même la justice à faire appel à la force publique) ont échoué et COMELEX a été déboutée dans toutes ses procédures au fond et en appel, en particulier ; le Tribunal de Commerce et la Cour d'Appel de Paris reconnaissent les manquements extrêmement graves de COMELEX et des sociétés contractantes.

Par un arrêt du 27 octobre 2022, la Cour d'appel a statué que Vergnet n'était redevable d'aucune somme à COMELEX en l'absence de réalisation par cette dernière des prestations convenues.

VERGNET a assigné au fond COMELEX et réclame des montants qui se situent bien au-delà des 4,1 M€ demandés ; l'accès aux documents pourrait servir la démonstration de VERGNET.

De plus, ce sous-traitant réclamait à VERGNET un montant additionnel de 1,3 M€. Ceci a été jugé au fond durant le premier semestre 2019.

COMELEX a été déboutée de ses demandes en première instance et condamnée pour procédure abusive.

COMELEX a interjeté appel.

La Cour d'appel a statué qu'il ne peut être demandé à VERGNET le moindre montant, que si COMELEX a effectivement effectué les prestations contractuelles, ce qui n'est pas le cas.

L'analyse de la situation permet de considérer que la procédure au fond pourrait permettre à VERGNET de faire valoir des réclamations portant sur des sommes supérieures à ce que réclame COMELEX.

Le risque de sortie de ressources dans le cadre de ce litige est mesuré.

Ainsi qu'il a été évoqué ci-dessus dans le dossier GE WIND, un protocole conventionnel a été convenu entre les parties mais non signé à ce jour.

La provision précédemment mentionnée de 750 000 € concerne ces deux affaires.

Dossier NIGELEC

Le contrat AGADEZ a été signé avec la compagnie nationale d'électricité du Niger « NIGELEC » en septembre 2020 ; à l'origine avec un consortium composé de VERGNET – SNS NIGER et STERLING et WILSON (Inde). Financement du projet par l'AFD et l'Union européenne. Sortie de SW du consortium en décembre 2021.

Le 26 juillet 2023 un coup d'Etat militaire se produit au NIGER. En plus de la fermeture des frontières, la France suspend tous ses engagements de coopération. VERGNET suspend puis met fin au contrat pour force majeure.

NIGELEC conteste le motif de la force majeure et résilie à son tour le contrat pour faute.

Les quatre cautions émises par la banque BGFI Paris et contre garanties à 80 % par BPI restent en vigueur (pour la part VERGNET SA).

NIGELEC a demandé de faire actionner les garanties bancaires auprès de BGFI. Dans cette procédure, dans laquelle VERGNET était intervenant volontaire, le Tribunal des activités économiques de Paris a jugé, en avril 2025, que l'appel des garanties litigieuses par NIGELEC était manifestement abusif et qu'il n'y avait pas lieu à référer.

La procédure est pendante.

HUMANIS et URSSAF Centre Val de Loire

Toutes les échéances liées aux dettes HUMANIS et URSSAF Centre Val de Loire n'ont pas été respectées. Des négociations sont en cours concernant l'apurement de ces dettes.

A date un accord a été signé avec l'URSSAF Centre Val de Loire.

E. DENOUEMENT DES LITIGES

Dossier HYDRO CONSTRUCTION

Ce sous-traitant réclamait 3.8 M€ à VERGNET.

Un premier contentieux est né concernant la déclaration de créance tardive de HYDRO CONSTRUCTION dans le cadre de la procédure de redressement judiciaire de VERGNET.

En ce sens, le Juge-Commissaire a, par Ordonnance du 2 octobre 2019, prononcé la forclusion de la créance de HYDRO CONSTRUCTION impliquant qu'avant même de s'interroger sur le fond, la créance était rejetée faute d'avoir été déclarée dans le délai.

La décision du Juge-Commissaire avait été infirmée par la Cour d'appel d'Orléans dans un arrêt du 5 novembre 2020.

Le litige a été porté devant la Cour de cassation qui a confirmé la décision de la Cour d'appel considérant que la créance avait été déclarée dans le délai.

Un second contentieux est né concernant le bien-fondé de la créance.

Un arbitrage ICC a éliminé 2,5 M€.

Il a été établi qu'HYDRO CONSTRUCTION avait produit et fait usage de faux documents pour les cautions d'acompte.

La banque éthiopienne dont le nom a été utilisé a lancé une procédure judiciaire à l'encontre de Hydro Construction pour fraude.

De plus et surtout, la sentence arbitrale condamnant à payer les 1,3 M€ résiduels n'a pas respecté le droit des procédures collectives français pourtant d'ordre public.

Dans ces conditions, VERGNET SA a contesté l'exequatur de la sentence arbitrale dans l'ordonnancement français.

Par un arrêt du 28 juin 2022, la Cour d'appel de Paris a rejeté la demande d'exequatur de la sentence arbitrale condamnant VERGNET SA.

Dans ces conditions, il n'est plus possible pour la société HYDRO CONSTRUCTION de solliciter le paiement de cette créance de 1,3 M€.

HYDRO CONSTRUCTION a formé un pourvoi devant la Cour de cassation en date du 6 février 2023 à l'encontre de cette décision.

L'instance est pendante devant la Cour de cassation qui a examiné l'affaire le 12 mars 2024 et a jugé qu'HYDRO CONSTRUCTION n'encourait pas la forclusion pour défaut de saisine du juge du fond et renvoyé en 1^{ère} instance.

Le Tribunal de Commerce d'Orleans, par ordonnance du 26 septembre 2024, a prononcé l'admission de la créance d'HYDRO CONSTRUCTION pour la somme de 1 348 702.72 € et le rejet du surplus de 2 463 003.53 €.

Cette créance a été intégrée au plan de continuation en février 2025 par le Commissaire d'Exécution du Plan.

Le Groupe VERGNET a négocié un étalement de la régularisation des échéances passées du plan qui concernent cette créance nouvellement admise et réglé 40% de l'arriéré de ces échéances passées fin juin 2025.

Dossier ARUM INTERNATIONAL / Patrick WERNER

La société ARUM INTERNATIONAL et Monsieur Patrick WERNER, respectivement ancien actionnaire et dirigeant de la société ont assigné VERGNET afin de la faire condamner au remboursement de diverses sommes (rémunération et jetons de présence), pour un total de l'ordre de 300.000 euros.

Par jugement du 11 juillet 2024, le Tribunal de Commerce d'Orléans a condamné VERGNET au paiement de la somme de 63.542,42 € au titre des conventions de prestations de service et 180.000 € au titre des avances de trésorerie consenties (sans application d'intérêts), et a débouté M. Patrick WERNER & ARUM INTERNATIONAL de leurs demandes au titre des jetons de présence pour les exercices 2021 et 2022.

Par protocole transactionnel du 10 décembre 2024, les parties ont convenu d'une reconnaissance de dette et des modalités de paiement qui s'étalent sur l'année 2025.

Dossier RUCHLAW

L'éolienne installée au Royaume-Uni dans le cadre du contrat EPC est « tombée » en janvier 2020, l'expertise en assurance est en cours et semble attribuer la responsabilité du sinistre au châssis (défaut de soudure).

Le Groupe a signé un protocole d'accord en avril 2024, dont les échéances n'ont pas été respectées. Mise en demeure en juin 2025 d'exécuter le jugement de la *Court of session* d'Edimbourg de septembre 2024 qui condamne VERGNET au paiement de 300.000 € majoré d'intérêts. Ces montants sont inscrits dans les comptes.

Des négociations sont en cours pour un règlement amiable.

Dossier NEGMA / GLOBAL GROWTH HOLDING Ltd (GGH)

En septembre 2022, la société NEGMA, à laquelle s'est substituée la société GLOBAL GROWTH HOLDING Ltd, s'est engagée à financer le développement de la société VERGNET au travers de l'ouverture d'une ligne de financement de 70.000.000 €.

En novembre 2023, VERGNET résiliait unilatéralement ce contrat de financement au motif que GGH n'aurait pas respecté ses obligations contractuelles. A la suite de cet évènement, GGH a attiré VERGNET devant le Juge des Référé du Tribunal de Commerce de Paris, en exécution forcée pour la livraison d'actions émises.

En janvier 2024, le Juge des Référé a débouté GGH de ses demandes qui a interjeté appel de cette ordonnance.

Cette affaire était pendante devant la Cour d'Appel de Paris pour une première audience en décembre 2024 quand les parties ont convenu d'un protocole transactionnel en novembre 2024.

Ce protocole a convenu de la résiliation amiable du contrat de financement, d'un désistement et renoncations à actions juridiques et d'un solde de tout compte avec un paiement partiel immédiat en actions. Le solde du montant réclamé ne sera payé que sous certaines conditions d'activité du Groupe sur les 3 années à venir.

Dossier LALIVE

Le 18 mars 2020, la Société a confié la défense de ses intérêts au cabinet d'avocats LALIVE, à Genève, dans le cadre d'une procédure d'arbitrage devant l'*International Chamber of Commerce* pour le litige avec le client EEPCO pour le projet ASHEGODA.

Des factures ont été émises entre août 2020 et mars 2022 mais dès 2022 la société a rencontré des difficultés à respecter les délais d'échéance des factures. Plusieurs accords de règlements ont été convenu avec les précédentes directions mais les difficultés financières du Groupe n'ont pas permis de les honorer.

Courant 2024, les Tribunaux Suisses et Français ont validés les demandes du cabinet LALIVE et condamné le groupe à régler les factures en attente de paiement.

Les frais et intérêts associés à ce litige sont provisionnés dans les comptes du groupe.

Une négociation est en cours.

Dossier GLOBAL POWER SYSTEMS

Sur le projet AGADEZ au Niger, un contrat de sous-traitance a été conclu en février 2023 avec la société GLOBAL POWER SYSTEMS (GPS) pour la fourniture du lot de groupes électrogènes.

En novembre 2023, le Groupe a été contraint de résilier le contrat à la suite du coup d'Etat du 26 juillet 2023, ce qui a élevé un différend entre les deux sociétés à propos des conditions d'exécution et de résiliation du contrat.

Fin novembre 2023, le Tribunal Judiciaire d'Orléans a autorisé GPS à pratiquer des mesures conservatoires en vue du paiement des factures émises.

En décembre 2023, GPS a assigné VERGNET SA devant le Tribunal de Commerce d'Orléans pour obtenir une condamnation au paiement de ces factures.

Alors que la procédure était pendante, VERGNET SA & GPS ont engagé des discussions pour convenir d'un protocole d'accord transactionnel en février 2024.

Les difficultés rencontrées en 2024 n'ont pas permis d'honorer ce protocole, la nouvelle direction du groupe maintient les négociations pour une reprise rapide de ce litige.

Toutes les sommes afférentes à ce contrat ont été enregistrées dans les comptes.

III. METHODES D'EVALUATION

A. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou, le cas échéant, à leur coût de production. Les éventuels coûts d'emprunt supportés par le Groupe dans le cadre du financement d'immobilisations incorporelles sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Les frais de recherche sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Conformément à l'option offerte par le Plan Comptable Général, les frais de développement sont comptabilisés à l'actif dès lors que le Groupe estime que les critères de capitalisation sont remplis. A l'issue de la mise en service, un amortissement économique est calculé selon le mode linéaire sur la durée d'utilité des programmes ; celle-ci n'excédant pas 5 ans.

Les autres immobilisations incorporelles sont amorties linéairement. Les durées moyennes d'amortissement sont les suivantes :

- Marques, procédés, logos 5 ans
- Brevets.....5 ans
- Logiciels de 3 à 5 ans

B. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou, le cas échéant, à leur coût de production. Les éventuels coûts d'emprunt supportés par le Groupe dans le cadre du financement d'immobilisations corporelles sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

L'amortissement est calculé selon le mode linéaire ou dégressif. Les durées moyennes d'amortissement retenues pour les principaux types d'immobilisations sont les suivantes :

- Bâtiments 15 à 20 ans
- Agencements des bâtiments 5 à 10 ans
- Matériel et outillage 2 à 10 ans
- Matériel de transport 1 à 5 ans
- Matériel de bureau et informatique 3 à 5 ans
- Mobilier 4 à 10 ans

C. PERTE DE VALEUR DES ACTIFS IMMOBILISES

Dès lors qu'il existe un indice de perte de valeur d'un actif incorporel ou corporel, un test de dépréciation est effectué. La valeur nette comptable de l'actif immobilisé est comparée à sa valeur actuelle.

La valeur actuelle est une valeur d'estimation qui s'apprécie en fonction du marché et de l'utilité de l'actif pour la Société. Elle résulte de la comparaison entre la valeur vénale et la valeur d'usage.

D. IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les titres de participation représentent des investissements durables qui permettent d'établir avec la participation des relations d'affaires, d'assurer son contrôle, ou d'y exercer une influence notable. Les titres de participation sont comptabilisés à leur valeur d'acquisition. Cette valeur est, le cas échéant, diminuée d'une provision pour dépréciation destinée à la ramener à sa valeur d'utilité, appréciée notamment par référence à la valeur intrinsèque et à la valeur de rendement. Les créances rattachées à des participations sont comptabilisées à leur valeur nominale et sont ramenées à leur valeur d'utilité lorsque celle-ci leur devient inférieure.

E. STOCKS

Les stocks de matières premières et marchandises sont évalués au prix moyen pondéré. La valeur brute des matières premières et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires à l'exclusion des frais de stockage. Les stocks d'encours et de produits finis sont valorisés au prix de revient industriel.

La valeur d'inventaire des matières premières et marchandises est déterminée en fonction de la valeur actuelle des produits finis dans lesquels elles sont intégrées. Ces produits finis sont destinés à la vente

et ne font donc pas l'objet d'une dépréciation : il en est de même pour les matières premières et marchandises.

Dans le cas contraire, lorsque la valeur de réalisation des stocks est inférieure à leur prix de revient, des dépréciations sont comptabilisées.

F. CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

En 2018, ARUM INDUSTRIES (WELL ENERGIES) a repris des dettes de VERGNET SA sur 4 filiales du groupe : VERGNET PACIFIC (646 k€) VERGNET CARAÏBES (269.35 k€), VERGNET UK (15.5 k€) et PHOTALIA (0.5 k€) pour un total de 931.2 k€. Le contrat de cession de créances prévoyait un échéancier de remboursement par ARUM INDUSTRIES sur 8 années débutant en 2021.

En 2021, un avenant de contrat a été signé qui reportait le début du remboursement en avril 22.

Ne s'étant pas exécuté, début 2023, un avenant a été signé actant le report de début de remboursement en avril 2024.

Des conventions tripartites entre chaque filiale – VSA et WELL ENERGIES ont été validées en 2023 avec pour conséquence la reprise de ces dettes par VSA.

Ces créances, envers WELL ENERGIES, ont été dépréciés en 2024 pour 932 K€.

G. OPERATIONS EN DEVISES

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes et les créances en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de la conversion des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en "écart de conversion". Les pertes latentes de changes non compensées font l'objet d'une provision pour risques.

H. DISPONIBILITES

Les disponibilités comprennent les liquidités en comptes courants bancaires et les valeurs mobilières de placement. Ces dernières comprennent les SICAV monétaires et les certificats de dépôts, qui sont mobilisables ou cessibles à très court terme et ne présentent pas de risque significatif de pertes de valeur. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable.

I. SUBVENTIONS

Les subventions d'investissements sont reprises en résultat au même rythme que les amortissements pour dépréciation des biens qu'elles financent. Le solde des subventions restant à virer au résultat est comptabilisé en produits constatés d'avance dans le poste « Autres dettes ».

Les subventions d'exploitation accordées sans contrepartie sont comptabilisées en produits de l'exercice. Pour celles accordées en vue du développement de projets identifiés, les produits sont constatés au prorata des dépenses engagées.

J. AVANCES CONDITIONNEES

Les avances conditionnées sont maintenues dans les fonds propres à la rubrique « Autres fonds propres » tant qu'elles n'ont pas été remboursées ou que les critères d'acquisition des avances ne sont pas remplis. Les avances conditionnées définitivement acquises à la Société sont comptabilisées en produits.

K. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Des provisions pour risques et charges sont constituées lorsque la Société a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain qu'elle devra faire face à une sortie de ressources au profit de ce tiers sans contrepartie.

Ces provisions sont estimées en prenant en considération les hypothèses les plus probables à la date d'arrêté des comptes.

L. DETTES

Les dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

M. RECONNAISSANCE DU REVENU

Le chiffre d'affaires résultant de prestations de services est reconnu lorsque les services ont été rendus aux clients. Le chiffre d'affaires résultant de la production de biens au bénéfice de clients n'est constaté que lors de la livraison desdits biens aux clients.

La reconnaissance du chiffre d'affaires relatif à des contrats importants portant sur la livraison, l'installation de matériels diversifiés et/ou nécessitant une personnalisation ou des études spécifiques s'effectue selon la méthode à l'avancement. Le produit pris en compte correspond au prix de vente total du contrat multiplié par le taux d'avancement de l'opération déterminé en fonction des travaux réalisés et acceptés par le maître d'ouvrage.

A compter de l'année 2018, lorsqu'un contrat porte sur la réalisation de plusieurs biens ou services, que la réalisation de chacun de ces biens ou services pris individuellement a donné lieu à une négociation distincte et que le résultat attaché à chacun de ces biens ou services peut être identifié, chacun de ces biens ou services ont été traité dans le cadre d'un contrat distinct.

Pour les contrats très peu avancés à la date de clôture, et/ou dont la marge ne peut être estimée de façon fiable, le chiffre d'affaires reconnu à l'avancement est limité aux coûts correspondants, compte tenu de l'incertitude sur le niveau de marge attendu.

Les contrats devant dégager une perte finale font l'objet d'une provision pour perte à terminaison.

N. ENGAGEMENTS ENVERS LES SALARIES

Les salariés de la Société peuvent percevoir des indemnités lors de leur départ à la retraite. Ces engagements ne sont pas provisionnés mais font l'objet d'une information en annexe.

Pour les régimes à prestations définies, les charges de retraite sont déterminées une fois par an, selon la méthode des unités de crédit projetées.

Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations, et chacune de ces unités est évaluée séparément pour obtenir l'obligation finale.

Cette obligation finale est ensuite actualisée en prenant en compte les hypothèses suivantes : un taux d'actualisation, un taux d'augmentation de salaires et un taux de rotation du personnel. Les gains et pertes résultant des changements d'hypothèses actuarielles sont reconnus au compte de résultat consolidé.

IV. NOTES SUR LES POSTES DU BILAN

Dans l'impossibilité d'avoir les comptes au 30/06/2024 la comparaison est faite dans les comptes sociaux au 31/12/2024 audités et certifiés.

A. IMMOBILISATIONS

1. VALEUR BRUTE

En EUR	2024	Acquisitions	Sorties	Ecart Conv	30/06/2025
Frais de développement	9 889 723	-	-	-	9 889 723
Autres immobilisations incorporelles	349 452	-	-	-	349 452
Immobilisations incorporelles	10 239 175	-	-	-	10 239 175
Terrain	-	-	-	-	-
Construction	799	-	-	-	799
Installations techniques et outillage industriel	6 430 447	-	380 458	(257)	6 049 732
Installations générales, agencements et divers	523 239	-	-	-	523 239
Matériel de transport	256 286	-	-	(873)	255 413
Matériel de bureau, informatique et mobilier	355 823	-	9 428	(392)	346 004
Emballages récupérables et divers	93 110	-	45 944	(134)	47 032
Immobilisations corporelles en cours	(0)	-	-	-	0
Immobilisations corporelles	7 659 703	-	435 830	(1 655)	7 222 218
Participations et créances rattachées	5 047 804	5 214 883	5 682 932	-	4 579 755
Prêts et autres immobilisations financières	323 024	144 001	145 605	-	321 421
Immobilisations financières	5 370 828	5 358 884	5 828 536	-	4 901 176
Immobilisations	23 269 705	5 358 884	6 264 366	(1 655)	22 362 569

Concernant la ligne participations et créances rattachées, les montants significatifs concernent essentiellement les prêts et remboursement des comptes courants des filiales.

La ligne des prêts et autres immobilisations financières concernent la caution de soumission du projet Agadez 144 K€ et des cautions divers (baux locaux & terrains).

2. AMORTISSEMENT & DEPRECIATION

AMORTISSEMENTS

En EUR	2024	Dotations	Reprises	30/06/2025
Frais de développement	5 531 588	109 413	-	5 641 001
Autres immobilisations incorporelles	339 903	-	-	339 903
Immobilisations incorporelles	5 871 491	109 413	-	5 980 905
Constructions	777	-	-	777
Installations techniques et outillage industriel	4 882 735	8 724	253 274	4 638 185
Installations générales, agencements et divers	499 706	2 609	182	502 134
Matériel de transport	248 004	2 381	691	249 694
Matériel de bureau, informatique et mobilier	329 804	7 014	9 819	326 999
Emballages récupérables et divers	92 240	124	46 078	46 287
Immobilisations corporelles	6 053 267	20 853	310 044	5 764 076
Amortissements	11 924 758	130 266	310 044	11 744 981

En EUR	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels
Immobilisations incorporelles			
Frais d'établissement			
Frais de développement	109 413		
Autres immobilisations incorporelles	-		
Immobilisations corporelles			
Terrain			
Installations techniques et outillage industriel	8 724		-
Installations générales, agencements et divers	2 609		
Matériel de transport	2 381		
Matériel de bureau, informatique et mobilier	7 014		
Emballages récupérables et divers	124		
Ventilation des dotations aux amortissements de l'exercice	130 266	-	-

DEPRECIATIONS

En EUR	2024	Dotations	Reprises	30/06/2025
Frais de développement	4 078 648			4 078 648
Autres immobilisations incorporelles	402			402
Immobilisations incorporelles	4 079 050	-	-	4 079 050
Terrain	-			-
Construction	22			22
Installations techniques et outillage industriel	1 513 903		127 441	1 386 462
Installations générales, agencements et divers	2 704			2 704
Matériel de transport	-			-
Matériel de bureau, informatique et mobilier	-			-
Emballages récupérables et divers	-			-
Immobilisations corporelles	1 516 629	-	127 441	1 389 188
Dépréciations	5 595 679	-	127 441	5 468 238

3. VALEUR NETTE DES IMMOBILISATIONS

VALEUR NETTE DES IMMOBILISATIONS

En EUR	2024	Acquisitions	Sorties	Transfert	Dotations Amort.	Reprises Amort.	Dotations Dépréc.	Reprises Dépréc.	30/06/2025
Frais de développement	9 889 723	-	-	-	5 641 001	-	4 078 648	-	170 074
Autres immobilisations incorporelles	349 452	-	-	-	339 903	-	402	-	9 147
Immobilisations incorporelles	10 239 175	-	-	-	5 980 905	-	4 079 050	-	179 221
Terrain	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Constructions	799	-	-	-	777	-	-	-	21
Installations techniques et outillage industriel	6 430 447	-	380 458	(257)	4 891 459	253 274	1 516 629	127 441	22 358
Installations générales, agencements et divers	523 239	-	-	-	502 316	182	-	-	21 105
Matériel de transport	256 286	-	-	(873)	250 385	691	-	-	5 719
Matériel de bureau, informatique et mobilier	355 823	-	9 428	(392)	336 818	9 819	-	-	19 005
Emballages récupérables et divers	93 110	-	45 944	(134)	92 364	46 078	-	-	745
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	7 659 702	-	435 830	(1 655)	6 074 120	310 044	1 516 629	127 441	68 954
Participations et créances rattachées	5 047 804	5 214 883	5 682 932	-	-	-	4 300 249	476 008	755 515
Prêts et autres immobilisations financières	323 024	144 001	145 605	-	-	-	7 500	-	313 921
Immobilisations financières	5 370 828	5 358 884	5 828 536	-	-	-	4 307 749	476 008	1 069 436
Valeur nette des Immobilisations	23 269 705	5 358 884	6 264 366	(1 655)	12 055 024	310 044	9 903 427	603 449	1 317 610

B. PARTICIPATIONS ET CREANCES TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

VERGNET PACIFIC & filiales indopacifiques

Le 22 décembre 2023, un contrat de fiducie sûreté est signé, en vue de garantir un emprunt obligataire de 2 M€ contracté par VPAC avec les titres de la filiale VPAC (ainsi que plusieurs brevets de VSA) en garantie. En parallèle, l'intégralité des actions et de droits de vote des filiales de la zone indopacifique (en ce compris l'Australie, la Micronésie et l'Asie et notamment les sociétés Vergnet Wallis et Futuna et Vergnet Fidji) devaient être apportées au plus tard au 31 mars 2024 à VPAC.

Le contrat de fiducie précise qu'en cas de survenance d'un Evènement déclencheur, notifié au Fiduciaire par le Bénéficiaire créancier, ce dernier devra prendre position quant à l'exercice de l'une des trois options :

i. soit le lancement d'un Processus d'Attribution ;

ii. soit le lancement d'un Processus de Cession Forcée, étant convenu que si le Bénéficiaire Créancier décide de lancer le Processus de Cession Forcée, il pourra décider à tout moment d'y mettre fin et de lancer le Processus d'Attribution ou de renoncer à mettre en œuvre tout Processus de Réalisation ;

iii. soit la renonciation à faire produire tout ou partie de ses conséquences à la survenance de l'Evènement Déclencheur en question, cette renonciation n'emportant pas pour autant renonciation aux conséquences d'un prochain Evènement Déclencheur (qu'il ait ou non la même origine).

Le 14 février 2025, le Bénéficiaire Créancier a notifié au Fiduciaire une liste d'Evènements déclencheurs et a initié le processus d'attribution des Actifs Fiduciaires.

Au 30 juin 2025, VSA détient toujours les droits représentatifs des titres remis en fiducie, lesquels sont compris dans les immobilisations financières.

VERGNET Do Brasil

En avril 2024, la direction de VSA a notifié à sa filiale, sa volonté de céder son activité. Les démarches en vue de cette cession n'ont pas été réalisées.

En septembre 2024 la direction de VSA a notifié à sa filiale son souhait d'entamer un processus de fermeture/liquidation et a été informée en retour de l'absence de mise à jour d'informations financières depuis le 31 décembre 2023 ainsi que des coûts afférents à cette fermeture.

FILIALES & PARTICIPATIONS

En EUR	Siège social	Quote-part du capital détenu (en %)	Valeurs comptables des titres détenus		Montant des créances rattachées		Montant des cautions
			Brute	Nette	Brute	Nette	
<u>1) Filiales (détenues à + de 50%)</u>							
SARL Vergnet Caraïbes	Guad.	100,00%	1 857 401	836 107	-	-	
SAS Photalia	France	100,00%	1 001 000	-	270 191	218 999	
Vergnet Wind Energy Ltd	Nigeria	99,99%	471 355	-	151 754	26 211	
Vergnet UK Ltd	Angleterre	100,00%	1 248	1 248	-	-	
Vergnet Energies	France	100,00%	1 000	-	88 561	87 489	
Sotafric	Tchad	100,00%	500 000	-	507 997	(332 968)	
Vergnet Do Brasil	Brésil	100,00%	54 054	-	167 384	4 384	
<u>2) Participations (détenues à - de 50%)</u>							
Néant							
<u>3) Droits représentatifs des titres remis en fiducie</u>							
Fiducie : Vergnet Pacifc & Vergnet Wallis et Futuna	-	-	15 807	-			
Filiales & Participations			3 901 866	837 354	1 185 888	4 116	

Filiales & Participations (En EUR)	Capital (1)	Capitaux propres autres que le capital (1) (2)	Chiffre d'affaires (1)	Résultat du dernier exercice clos (1)	Date dernier exercice clos
1) Filiales (détenues à + de 50%)					
SARL Vergnet Caraïbes	945 000	(106 363)	229 408	(2 530)	31/12/24
SAS Photalia	100 000	(194 899)	81 936	25 434	31/12/24
Vergnet Wind Energy Ltd	84 125	(174 462)	-	(55 545)	31/12/24
Vergnet UK Ltd	1 206	895 624	438 223	9 604	31/12/24
Vergnet Energies	1 000	(958)	-	(91)	31/12/24
Sotafic	30 490	(54 773)	672 991	(191 772)	31/12/24
Vergnet Do Brasil (3)	61 547	(202 004)	2 083 380	(156 020)	31/12/23
2) Participations (détenues à - de 50%)					
Néant					

(1) Contrevaleur estimée en EUR à la date du dernier exercice clos

(2) Y compris le résultat du dernier exercice clos

(3) Filiale sans transmission des données financières de l'exercice 2024, voir rapport de gestion des comptes consolidés

1. TABLEAU DES TITRES DE PARTICIPATION

TITRES DE PARTICIPATION

En EUR	VALEUR BRUTE				DEPRECIATION			
	2024	Acqui.	Cessions	30/06/2025	2024	Dotation	Reprise	30/06/2025
SARL Vergnet Caraïbes	1 857 401			1 857 401	1 021 295			1 021 295
SAS Photalia	1 001 000			1 001 000	1 001 000			1 001 000
Vergnet Wind Energy Ltd	471 355			471 355	471 355			471 355
Vergnet UK Ltd	1 248			1 248	-			-
Vergnet Energies	1 000			1 000	1 000			1 000
Vergnet Tchad	-			-	-			-
Sotafic	500 000			500 000	500 000			500 000
Vergnet Do Brazil	54 054			54 054	54 054			54 054
Titres de participation	3 886 059	-	-	3 886 059	3 048 704	-	-	3 048 704

Depuis le 22 décembre 2023, un contrat de fiducie sûreté a été signé en vue de garantir un emprunt obligataire de 2 M€ contracté par Vergnet Pacific (VPAC). Les titres de participation des filiales indopacifique (VPAC & VWF) ont été placés en fiducie à cette date.

C'est donc cette fiducie de VPAC – entité ad hoc qui fait l'objet d'une consolidation en Intégration Globale.

2. TABLEAU DES CREANCES RATTACHEES

CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS

En EUR	VALEUR BRUTE				DEPRECIATION			
	2024	Acqui.	Cessions	30/06/2025	2024	Dotation	Reprise	30/06/2025
SARL Vergnet Caraïbes	-			-	-			-
SAS Photalia	838 265	2 610 546	3 178 619	270 192	586 240	-	535 048	51 192
Sotafic	507 997	-	-	507 997	332 968	42 984	-	375 951
Vergnet Wind Energy Ltd	139 157	371 020	358 422	151 755	139 157	-	13 614	125 543
Vergnet UK Ltd	-	-	-	-	-	-	-	-
Vergnet Energies	1 133	2 233 318	2 145 890	88 561	1 072	-	-	1 072
Vergnet do Brasil	167 384	-	-	167 384	163 000	-	-	163 000
Créances rattachées à des participations	1 653 937	5 214 884	5 682 931	1 185 890	1 222 436	42 984	548 662	716 758

C. STOCKS

STOCKS

En EUR	VALEUR BRUTE				DEPRECIATION			
	2024	Acqui.	Cessions	30/06/2025	2024	Dotation	Reprise	30/06/2024
Stock Matières premières	2 564 632	2 300 097	2 235 491	2 629 238	770 978	41 738	58 371	754 344
Stock Travaux en cours	-			-	-			-
Stock en-cours Projet	-			-	-			-
Stocks produits finis	760 072	720 949	760 072	720 949	73 413	27 821	1 310	99 924
Stocks	3 324 704	3 021 046	2 995 563	3 350 187	844 391	69 559	59 681	854 269

La dépréciation de stock a été réalisée dans le respect des règles comptables portée à 854 K€.

D. CREANCES CLIENTS & COMPTES RATTACHES

CREANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHEES

En EUR	30/06/2025	2024
Créances clients et comptes rattachées	4 203 047	3 244 005
Dépréciations		-
Créances clients et comptes rattachées nettes	4 203 047	3 244 005

Les créances client au 30 juin 2025 comprennent 87 k€ de factures à établir.

E. AUTRES CREANCES

AUTRES CREANCES

En EUR	30/06/2025	2024
Avances & acomptes versés	1 268 962	660 327
Créances fiscales et sociales	637 895	815 663
Autres créances et comptes de régularisation	2 203 405	1 528 147
Dépréciations	(984 072)	(984 072)
Autres créances	3 126 191	2 020 065

Les autres créances et comptes de régularisation incluent des fournisseurs débiteurs et des avoirs à recevoir pour 294 K€, des avis à Tiers détenteurs pour 124 K€, la créance de WELL ENERGIES pour 932 K€ qui a été déprécié en 2024 ainsi que le versement de l'annuité 2025 du plan de continuation pour 777 k€ qui n'étaient pas affectée au 30 juin 2025.

F. DISPONIBILITES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

En EUR	30/06/2025	2024
Actions Propres	-	-
Compte à terme nanti	113 763	113 763
Autres VMP	-	-
Valeurs mobilières de placement	113 763	113 763
Trésorerie en EUR et devises convertibles	16 224	38 565
Trésorerie en devise avec restriction de conversion	3 258	2 044
Trésorerie	19 482	40 609
DISPONIBILITES	133 245	154 373

La société a nanti des comptes à terme pour 113 763 € (CAT EXIA et CAT Greneville).

La trésorerie est de 19 k€ pour les caisses et comptes bancaires de Vergnet SA et ses établissements.

Elle est complétée par des valeurs mobilières de placement constitué de nantissement.

La Société dispose de comptes bancaires à l'étranger libellés en monnaie locale, notamment en Ethiopie, en Mauritanie, au Niger et aux Iles Fidji utilisés pour les besoins de ses opérations locales.

G. CAPITAUX PROPRES

TABLEAU VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En EUR	30/06/2025	2024
Capitaux propres à la clôture de l'exercice 2024 avant affectations	(23 307 494)	(10 039 566)
Affectations du résultat à la situation nette par l'assemblée générale	16 061 316	9 256 315
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice 2025 (hors résultat)	(7 246 178)	(783 251)
Variation du capital social	2 220 541	(52 092)
Variation des primes, réserves, report à nouveau	(15 651 073)	(6 410 835)
Variation des provisions relevant des capitaux propres		
Contreparties de réévaluations		
Variation des provisions règlementées et subventions d'équipement		-
Autres variations		
Variations en cours d'exercice	(13 430 532)	(6 462 927)
Résultat de la situation 30/06/2025 avant affectations	(2 764 953)	(16 061 316)
CAPITAUX PROPRES AU BILAN DE CLOTURE DE LA SITUATION AU 30/06/2025	(23 441 663)	(23 307 493)

H. EMPRUNTS OBLIGATAIRES CONVERTIBLES

En EUR	30/06/2025	2024
Emprunts obligataires divers	1 271 798	3 269 650
Intérêts sur Emprunts Obligataires à payer	-	36 030
Avances conditionnées		3 305 680

Un engagement a été donné à GLOBAL GROWTH HOLDING de payer le solde de la créance de 611 k€ à condition que la société (ou l'un de ses filiales) atteigne un CA consolidé de 50 M€ dans les 36 mois. La société a également reçu un engagement d'abandon de cette créance en cas de non atteinte de cet objectif de C.A consolidé.

I. AVANCES CONDITIONNEES

En EUR	2024	2023
Coface	-	-
Avances conditionnées	-	-

Aucune avance conditionnée n'a été obtenue sur l'exercice 2024.

J. PROVISIONS ET DEPRECIATIONS

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

En EUR	2024	Aug.	Diminution Provision utilisée	Diminution Provision sans objet	30/06/2025
Amortissement dérogatoires	-	-	-	-	-
Provisions réglementées	-	-	-	-	-

En EUR	2024	Aug.	Diminution Provision utilisée	Diminution Provision sans objet	30/06/2025
Litiges	2 830 393	44 696	-	1 709 219	1 165 870
Garanties données aux clients	228 728	2 978	-	-	231 706
Perte à terminaison sur marchés	-	-	-	-	-
Pertes de change	424 655	498 319	-	424 655	498 319
Restructuration	-	-	-	-	-
Impôts	-	-	-	-	-
Autres	1 684 156	9 670	-	250 000	1 443 826
Provisions	5 167 933	555 663	-	2 383 874	3 339 721

En EUR	2024	Aug.	Diminution Provision utilisée	Diminution Provision sans objet	30/06/2025
Immobilisations incorporelles	4 079 050	-	-	-	4 079 050
Immobilisations corporelles	1 516 629	-	127 441	-	1 389 188
Titres de participation	3 064 511	-	-	-	3 064 511
Autres immobilisations financières	1 243 238	42 984	518 992	-	767 230
Stocks et en cours	844 391	69 559	59 681	-	854 269
Comptes clients	-	-	-	-	-
Autres	984 072	-	-	-	984 072
Dépréciations	11 731 891	112 543	706 114	-	11 138 320

Les autres provisions pour risques concernent des risques liés au litige GE WIND (750 k€), au titre de litiges prud'homaux (1.166 k€) et le démantèlement des éoliennes de Greneville et Gommerville (694 K€).

Les autres dépréciations concernent la créance WELL ENERGIES (932 K€).

Les machines vendues par la Société font l'objet d'une garantie constructeur. Le coût de cette garantie est couvert par une provision dont les paramètres font l'objet d'une revue régulière, basée notamment sur l'historique des coûts déjà supportés.

La Société ne verse pas de gratifications professionnelles (médailles du travail) à ses salariés.

K. ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES

En EUR	Montant Brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Créances rattachées à des participations	677 890	677 890	-
Prêts	-	-	-
Autres immobilisations financières	321 421	143 605	177 817
De l'actif immobilisé	999 311	821 495	177 817
Avances et acomptes versés	1 268 962	1 268 962	-
Clients douteux ou litigieux	-	-	-
Clients & comptes rattachés	4 203 047	3 209 364	993 683
Personnel et comptes rattachés	12 704	12 704	-
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	17 652	17 652	-
Impôts sur les bénéfices	6 216	6 216	-
Etat - Taxe sur la valeur ajoutée	601 323	601 323	-
Etat - Autres Taxes	-	-	-
Etat-Divers	-	-	-
Autres créances	-	-	-
Groupes et associés	-	-	-
Débiteurs divers	1 909 334	977 342	931 991
De l'actif circulant	8 019 238	6 093 564	1 925 674
Charges constatées d'avance	299 173	298 455	719
Etat des créances	9 317 723	7 213 514	2 104 209

En EUR	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	1 271 798	402 501	869 297	-
Autres emprunts obligataires	-	-	-	-
Dettes auprès des établissements de crédit				
à 1 an maximum à l'origine	5 585	5 585	-	-
à plus d' 1 an à l'origine	557 329	366 068	191 262	-
Emprunts et dettes financières divers	4 514 409	4 061 018	453 391	-
Avances et acomptes reçus	1 581 358	1 581 358	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés	10 818 775	5 030 014	5 307 844	480 916
Personnel et comptes rattachés	496 588	477 203	15 343	4 041
Sécurité sociale et autres organismes	3 918 316	3 240 549	546 414	131 353
Taxe sur la valeur ajoutée	16 624	16 624	-	-
Autres impôts, taxes et assimilés	86 542	58 444	28 097	-
Dettes sur immo, et comptes rattachés	-	-	-	-
Groupe et associés	1 438 118	625 280	812 838	-
Autre dettes	1 248 159	1 248 159	-	-
Produits constatés d'avance	5 817 990	5 817 990	-	-
Etat des dettes	31 771 591	22 930 794	8 224 487	616 310

L. PRODUITS A RECEVOIR

En EUR	30/06/2025	2024
Clients factures à établir	86 786	342 687
Fournisseurs avoirs à recevoir	259 940	75 087
Etat produits à recevoir		
Autres	-	-
Produits à recevoir	346 726	417 774

M. CHARGES A PAYER

En EUR	30/06/2025	2024
Factures non parvenues	1 114 158	1 586 294
Dettes fiscales et sociales	750 968	601 752
Intérêts courus	1 706	103 839
Autres charges	1 248 159	444 257
Charges à payer	3 114 992	2 736 142

N. CHARGES ET PRODUITS IMPUTABLES A UN AUTRE EXERCICE

1. CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

En EUR	30/06/2025	2024
Assurance	22 738	6 495
Locations	70 874	69 544
Maintenance matériel bureau et informatique	19 231	48 336
Honoraires	66 950	63 998
Autres	56 098	110 800
Charges constatées d'avance	235 891	299 173

2. PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

En EUR	30/06/2025	2024
Sur prestations non réalisées	5 817 990	4 053 599
Autres		
Produits constatés d'avance	5 817 990	4 053 599

Les Produits constatés d'avance concerne essentiellement les projets éoliens liés à la quote-part de facturation d'avance par rapport à la prise en compte du revenu à l'avancement.

3. ECARTS DE CONVERSION

En EUR	30/06/2025	2024
Ecart de conversion Actif (-)	498 319	424 655
Ecart de conversion Passif (+)	253 071	257 045
Ecart de conversion net	(245 248)	(167 611)

Les dettes et les créances en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice.

La différence résultant de la conversion des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en "écart de conversion". Les pertes latentes de changes non compensées font l'objet d'une provision pour risques.

Les écarts de conversion, actif et passif concernent principalement les comptes de liaison avec les établissements à l'étranger au 30 juin 2025 et au 31 décembre 2024.

V. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

A. VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

En EUR	30/06/2025	2024
France	153 465	502 553
Export	1 174 269	3 318 662
Chiffre d'affaires net	1 327 734	3 821 216

B. TRANSFERTS DE CHARGES

En EUR	30/06/2025	2024
Remboursement assurances et autres		
Transferts de charges sociaux	-	160 629
Autres transferts de charges		
Transferts de charges	-	160 629

C. SUBVENTIONS D'EXPLOITATION

En EUR	30/06/2025	2024
Autres subventions		
Autres subventions liées à l'emploi	-	1 000
Subventions d'exploitation	-	1 000

D. AUTRES PRODUITS

En EUR	30/06/2025	2024
Autres produits	151	1 089 795
Autres produits	151	1 089 795

En 2024, les autres produits correspondent pour 1 038 k€ au transfert dans le compte de résultat du reliquat du projet AMDJARASS (au Tchad).

E. AUTRES CHARGES

En EUR	30/06/2025	2024
Autres charges	685	391 429
Autres produits	685	391 429

En 2024, les autres charges correspondent pour 300 k€ aux redevances des brevets transférés dans le cadre du contrat de fiducie, le contrat de licence de brevets afférant a été conclu fin décembre 2023.

F. RESULTAT FINANCIER

En EUR	30/06/2025	2024
Produits financiers de participations	-	-
Autres intérêts et produits assimilés	24 866	62 626
Reprises sur provisions et transferts de charges	1 223 317	667 518
Différences positives de change	936	6 121
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Produits financiers	1 249 118	736 265
Dotations financières aux amortissements et provisions	570 973	1 418 650
Intérêts et charges assimilées	1 432 273	809 070
Différences négatives de change	794	18 120
Charges financières	2 004 041	2 245 840
Résultat financier	(754 923)	(1 509 575)

G. RESULTAT EXCEPTIONNEL

En EUR	30/06/2025	2024
Produits exceptionnels s/opérations de gestion	63 152	3 982 478
Produits cessions des éléments actifs immob. Corp.& Fin.	3 522	23 167
Reprise s/prov & transfert de charges	127 467	84 374
Produits exceptionnels	194 141	4 090 019
Autres	704 491	6 090 391
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	704 491	6 090 391
Valeur Nette Comptable immobilisations corporelles cédées	127 441	84 216
Autres	-	190 197
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	127 441	274 413
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	2 988	1 403 014
Charges exceptionnelles	834 920	7 767 818
Résultat exceptionnel	(640 778)	(3 677 799)

Les produits exceptionnels s'expliquent principalement par la reprise de dépréciations exceptionnelles pour 127 k€.

Les charges exceptionnelles s'expliquent par :

- La conclusion de litiges prud'hommaux pour 704 K€

H. IMPOTS

1. CREDIT D'IMPOT

Aucun crédit d'impôt n'a été provisionné pour ce 1^{er} semestre 2025.

2. VENTILATION DE L'IMPOT

En EUR	30/06/2025			2024		
	Résultat avant impôt	Impôt	Résultat Net	Résultat avant impôt	Impôt	Résultat Net
Résultat courant	(2 124 175)		(2 124 175)	(12 649 173)		(12 649 173)
Résultat exceptionnel	(640 778)		(640 778)	(3 677 799)		(3 677 799)
Impôts sur les sociétés		-	-		14	(14)
Crédits d'impôt		-	-		(265 671)	265 671
Intégration fiscale			-			-
Carry Back			-			-
Total	(2 764 953)	-	(2 764 953)	(16 326 972)	(265 657)	(16 061 316)

La Société est la société mère d'un groupe d'intégration fiscale constitué avec ses filiales VERGNET CARAÏBES, et PHOTALIA. Les modalités de la répartition de l'impôt entre les sociétés du Groupe sont basées sur le principe de la neutralité fiscale.

Au 31 décembre 2024, le montant des déficits reportables du Groupe d'intégration fiscale s'élevaient à 111 163 695 EUR.

VI. ENGAGEMENTS HORS BILAN

A. PENSIONS ET RETRAITES

Les engagements de retraite ne sont pas provisionnés.

La valeur actuelle des droits acquis était de 102 112 EUR au 31 décembre 2024.

Les hypothèses actuarielles retenues pour l'évaluation des engagements retraite sont les suivantes :

- âge de départ à la retraite : 60-64 ans ;
- taux de turn-over : taux moyen réellement constaté pour chaque société et par catégorie socioprofessionnelle sur les cinq dernières années ;
- taux d'augmentation des salaires : 2 % ;
- table de mortalité : INSEE 2024 ;
- taux d'actualisation : 3,20 % ;

convention collective : application de la convention propre à chaque entreprise du Groupe

B. CREDIT BAIL

Néant.

C. LOCATIONS FINANCIERES

En EUR	Total	Paiements dûs par période		
		A moins d'un an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Locations financières	77 924	19 481	58 443	
Obligations contractuelles	77 924	19 481	58 443	-

D. DETTES GARANTIES PAR DES SURETES REELLES

Néant

E. AUTRES ENGAGEMENTS

Les engagements donnés et reçus font l'objet du tableau ci-après :

En EUR	30/06/2025		2024	
	Filiales et participations	Tiers	Filiales et participations	Tiers
Avals, cautions, garanties		8 552 762		8 552 762
Autres		5 555 556		5 555 556
Engagements donnés	-	14 108 318	-	14 108 318
Avals, cautions, garanties				
Autres				
Engagements reçus	-	-	-	-

Les avals, cautions, garanties données incluent essentiellement les garanties à première demande émises pour le compte du Groupe par ses banques pour garantir la bonne exécution de ses prestations de :

- Vergnet SA pour le projet AGADEZ (7 908 k€) et pour le projet YAP en Micronésie (645 k€).

Les projets YAP et AGADEZ sont nantis auprès de la Banque de l'Orme et de la BGFI en contrepartie des cautions.

Les 5,6 M€ correspondent à l'abandon de créances de GE WIND avec une clause de retour à meilleure fortune (cf. dossiers contentieux).

VII. AUTRES INFORMATIONS

A. ELEMENTS RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES DU BILAN

Aucune transaction significative n'a été conclue avec des parties liées en dehors des conditions normales de marché au cours du 1^{er} semestre 2025.

En EUR	Montants concernant les entreprises		Montants des dettes ou des créances représentées par des effets de commerce
	liées	Avec lesquelles la société a un lien de participation > à 10%	
Eléments du bilan			
Actif			
Participations	3 901 865		
Créances rattachées à des participations	677 890		
Créances clients et comptes rattachés	3 021 107		
Autres créances	75 087		
Passif			
Emprunts obligataires	-	1 271 798	
Emprunts et dettes financières diverses	1 632 654	1 438 118	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 539 782		
Avances et acomptes reçus sur commandes en-cours	1 416 437		
Eléments du compte de résultat			
Charges financières	27 837	-	
Produits financiers	24 788		

B. DIRIGEANTS

Aucune avance et aucun crédit n'ont été consentis aux dirigeants sociaux au cours du 1^{er} semestre 2025 ni de l'exercice clos au 31 décembre 2024.

Les rémunérations allouées aux membres des organes d'administration et de direction ne sont pas fournies car cette information conduirait à donner une information individuelle.

C. COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

	Nombre d'actions	Valeur nominale	Total
Au 01/01/2025	172 422 194	0,0006 €	103 453,32 €
Actions émises			
Actions émises entre le 01/01/2025 et le 30/06/2025	3 700 902 014	0,0006 €	2 220 541,21 €
Actions émises entre le			- €
Actions émises	3 700 902 014	- €	2 220 541,21 €
Réduction de la valeur du nominal			
Réduction de la valeur nominale			- €
Réduction de la valeur du nominal		- €	- €
Au 30/06/2025	3 873 324 208	0,0006 €	2 323 994,52 €

D. EFFECTIFS

En nombre de personnes	30/06/2025	2024
Ouvriers	9,4	9,4
Administratifs et techniciens	5,6	5,6
Agents de maîtrise	7,3	7,3
Cadres	28,9	30,9
Apprenti		0,7
Contrat professionnalisation		
Effectif moyen	51,1	53,8

L'effectif moyen du personnel est calculé en « équivalent temps plein ».

E. SITUATION FISCALE LATENTE

La situation fiscale latente n'a pas été calculée pour cette situation semestrielle.

F. COMPTES CONSOLIDES

La Société établit des comptes consolidés depuis le 01/01/2005.

G. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

L'information relative aux honoraires des commissaires aux comptes est fournie dans l'annexe aux comptes consolidés.